Le Monde

Numéro spécial «Ce siècle avait dix ans»

2000-2010 «Le Monde» raconte et décrypte la décennie

Supplément

Jeudi 14 janvier 2010 - 66e année - N°20209 - **1,40 €** - France métropolitaine - **www.lemonde.fr** -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

Scènes de dévastation en Haïti après un tremblement de terre

- De magnitude 7, le séisme a détruit, mardi 12 janvier, une partie de la capitale, Port-au-Prince
- Les morts se compteraient par centaines dans une ville surpeuplée, l'une des plus pauvres du monde

Immeubles aplatis au sol, rues dévastées, passants hébétés couverts de sang, errant dans les rues à la recherche de secours ou d'abris : Port-au-Prince a connu, mardi 12 janvier, un tremblement de terre dévastateur. Le nombre de morts se compterait par centaines.

La capitale d'Haïti, le pays le plus pauvre des Amériques, a subi durant plus d'une minute une secousse sismique de magnitude 7 en plein après-midi (16 h 53, heure locale, 22 h 53 en France). La secousse a été suivie de pas moins de 25 répliques très violentes, allant jusqu'à une magnitude de 5,9. Elle a ravagé une ville déjà dépourvue d'infrastructures sanitaires élémentaires, rapporte l'AFP, qui dispose d'un bureau sur place. La secousse a démoli le palais présidentiel – le chef de l'Etat, René Préval, et son épouse seraient vivants –, plusieurs immeubles de bureaux et d'habitation, nombre d'églises. Les étudiants d'une université ont été ensevelis sous les décombres du bâtiment. Le quartier général de la Mission de stabilisation de l'ONU, qui emploie 11 000 personnes, s'est effondré en grande partie.

Les radios et télévisions locales n'émettent plus. Les communications ont été coupées et elles n'étaient pas rétablies mercredi matin, alors que les premiers secours s'organisaient. Les Etats-Unis et la France figurent parmi les premiers pays mobilisés.

La secousse s'est produite un peu à l'ouest de Port-au-Prince, une capitale surpeuplée avec plus de 2 millions d'habitants. Son épicentre se trouvait à 10 kilomètres de profondeur, selon les données de l'Institut américain de géophysique (USGS). Elle est l'une des plus puissantes que la région ait jamais connues.

Quelque 1 400 Français vivent en Haïti. Le secrétaire d'Etat à la coopération, Alain Joyandet, a indiqué que deux avions transportant des sauveteurs et de l'aide devaient gagner Haïti mercredi. L'un partait de Fort-de-France, en Martinique, l'autre de Marseille. L'aéroport de Port-au-Prince ne semble pas avoir été endommagé. ■

Une femme est extraite, mardi 12 janvier, des décombres d'un bâtiment de Port-au-Prince. LISANDRO SUERO/AFP

- **Tectonique** La fracture la plus violente entre plaques caraïbe et nord-américaine depuis le milieu du XVIIIe siècle.
- **Fatalité** De crise en catastrophe.

Lire nos articles page 4

Notre siècle

Dix ans seulement. Dix ans déjà. Tant de certitudes ont été malmenées, qu'on croyait presque éternelles. Le marché était l'horizon indépassable de la liberté. Un mur était tombé pour cela à Berlin. Un empire,

Editorial

comme l'avait pressenti Hélène Carrère d'Encausse, avait éclaté. Le monde n'avait plus d'ennemis, mais seulement un modèle à suivre selon les pointillés des cotations et produits financiers qui, telles des bulles de savon, montaient, montaient.

De la scène inaugurale, l'assaut meurtrier des Twin Towers de New York, aux guerres d'Irak et d'Afghanistan, des grandes dérégulations à la crise économique de 2009, qui aurait rimé avec 1929 si les Etats ne s'étaient employés à mobiliser tout l'argent du monde pour maintenir debout les colonnes de chiffres des banques, ce premier acte du XXIe siècle a brillé d'un éclat sombre. Et comme si l'oubli était une manière d'autoamnistie, on est encore à se demander si les grands dirigeants de la planète ont vraiment tiré les leçons des coups de Trafalgar qui l'ont secouée.

Les néoconservateurs, qui entouraient George W. Bush, ont trop regardé l'échiquier international comme un champ de bataille clivé avec pions blancs et pions noirs, « axe du Mal » et « croisés du Bien ». Nul, cependant, ne peut nier que le terrorisme international, et plus directement Al-Qaida, « pollue », pour employer un terme en vogue, ce début de siècle, et menace encore, ainsi que l'a prouvé, à Noël, la tentative, heureusement déjouée, de ce jeune Nigérian qui voulait faire sauter un avion aux Etats-Unis.

E. F.

Lire la suite page 2 et notre cahier spécial de 14 pages

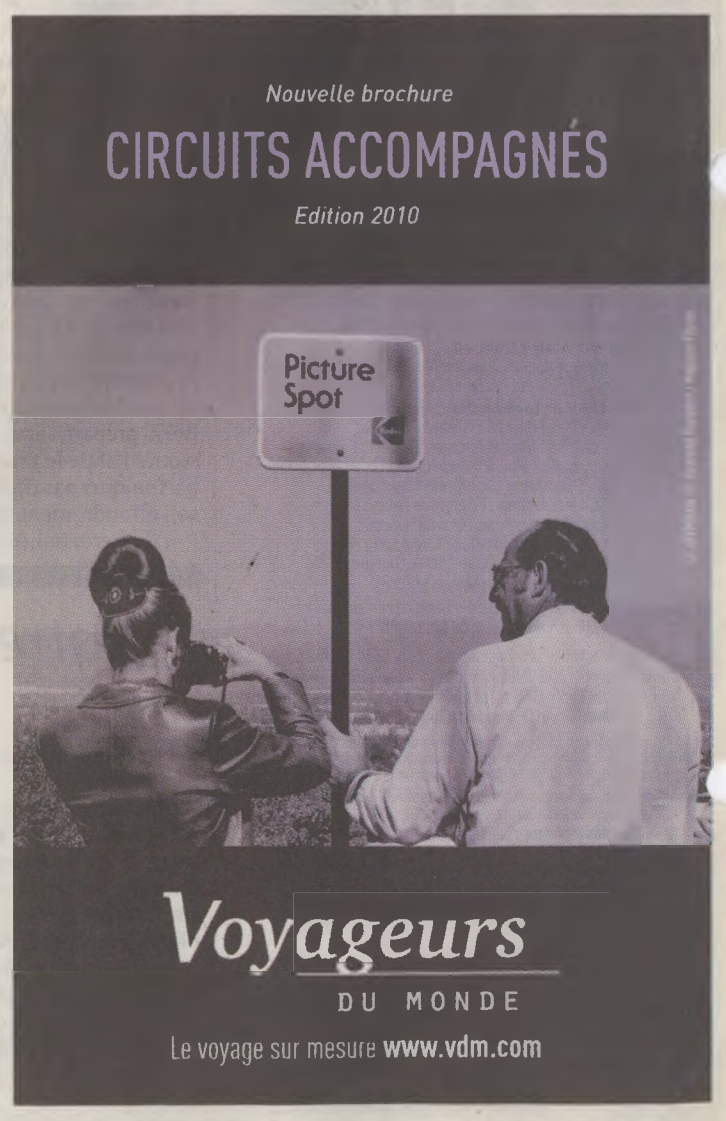
Le regard de Plantu

2010, une belle année pour Martine Aubry ?

Parti socialiste Après une première année difficile à la tête du PS, la première secrétaire est rassérénée. Réalisme et travail, loin des coups d'éclat : une image d'assurance tranquille qui lui sera utile au moins jusqu'en 2012. **P. 10**

Le temps des bonus géants est revenu

Banques Oubliée, la crise qui faillit mettre à bas le système financier mondial. Aux Etats-Unis comme en Europe, les banques s'apprêtent à verser à leurs traders des milliards de dollars, de livres ou d'euros. **P. 13, Breakingviews P. 17 et Enquête P. 18**



www.new-peugeot.com

Rendez-vous en pages 5, 7 et 9.

Demain dans Le Monde

« Le Monde des livres » Max Weber à la Bourse ; Eric Fassin et le « sexe politique » ; rencontre avec Jean-Jacques Schuhl ; l'« Encyclopédie » des Lumières

UK price £1,50

M 00147 - 114 - F: 1,40 €

Algérie 150 DA, Allemagne 2,00 €, Antilles-Guyane 2,00 €, Autriche 2,40 €, Belgique 1,40 €, Cameroun 1 500 F CFA, Canada 4,25 $, Côte d'Ivoire 1 500 F CFA, Croatie 18,50 Kn, Danemark 25 KRD, Espagne 2,00 €, Finlande 2,50 €, Gabon 1 500 F CFA, Grande-Bretagne 1,50 £, Grèce 2,20 €, Hongrie 700 HUF, Irlande 2,00 €, Italie 2,20 €, Luxembourg 1,40 €, Malte 2,50 €, Maroc 10 DH, Norvège 25 KRN, Pays-Bas 2,00 €, Portugal cont. 2,00 €, Réunion 2,00 €, Sénégal 1 500 F CFA, Slovénie 2,20 €, Suède 30 KRS, Suisse 3,00 CHF, Tunisie 2,00 DT, Turquie 6,00 TL, USA 3,95 $, Afrique CFA autres 1 500 F CFA.

Editorial

Le doute A(H1N1)

Evitons d'abord les faux procès : nul ne peut sérieusement reprocher au gouvernement d'avoir vu trop grand pour éradiquer la pandémie annoncée due au virus de la grippe A(H1N1). Quand il a commandé, en juillet 2009, 94 millions de doses de vaccin, l'Organisation mondiale de la santé venait de décréter une alerte mondiale et des épidémiologistes prévoyaient 30 000 morts en France, cinq fois plus que pour la grippe saisonnière. Les Cassandre se sont trompées, mais le gouvernement – qui avait tiré les leçons de l'imprévoyance des pouvoirs publics lors de la canicule de 2003 – a eu raison d'appliquer le principe de précaution. Même à l'extrême.

Pour autant, l'échec de la campagne de vaccination est avéré : début janvier, un peu plus de 5 millions de personnes ont été vaccinées, soit un nombre similaire à celui qu'on enregistre chaque année pour la grippe saisonnière. La France doit revendre, dans des conditions qui restent à éclaircir, des millions de doses de vaccins achetées aux laboratoires. Cet échec est dû à la mauvaise organisation de la vaccination, pour la première fois offerte gratuitement à la population sans être obligatoire, et à une communication inadaptée.

La France s'est distinguée de ses voisins européens, qui n'ont pas pour autant obtenu de meilleurs résultats, en centralisant à l'excès la vaccination. Ce système « à la soviétique » aura été d'autant plus inadéquat qu'on savait, dès le départ, que le millier de centres de vaccination ne serait pas suffisant pour vacciner les trois quarts de la population si d'aventure ce scénario s'était présenté.

Tout a contribué à ne pas mettre en confiance la population. Non seulement les pouvoirs publics ont longtemps écarté du dispositif les médecins libéraux – même s'il y avait un vrai problème de rémunération –, mais ils n'ont pas fait appel au réseau des médecins du travail dans les entreprises ni aux infirmier(e)s. A l'évidence, la réintégration des médecins aujourd'hui arrive trop tard.

Devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, le 12 janvier, Roselyne Bachelot s'est montrée inutilement agressive. Forte du soutien de Nicolas Sarkozy, la ministre de la santé a dénoncé l'*« attitude désinvolte et arrogante »* de l'opposition. Elle ferait mieux de s'interroger sur les ratés d'une communication qui n'a pas su convaincre. Depuis l'affaire du sang contaminé, dans les années 1980, l'opinion craint qu'on lui cache la vérité et se méfie des politiques de santé publique. C'est ce doute sur la parole politique qu'il faut s'employer à lever. ■

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication :
Eric Fottorino
Vice-président, directeur général : David Guiraud
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur du « Monde » : Eric Fottorino
Directeur adjoint : Laurent Greilsamer
Editeur : Michel Sfeir
Directeur de la rédaction : Alain Frachon
Directeur éditorial : Gérard Courtois
Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître, Franck Nouchi, Isabelle Taïs, Philippe Le Cœur (numérique), Didier Pourquery (Le Monde Magazine)
Chef d'édition : Françoise Tovo
Directeur artistique : Quintin Leeds ;
Veille de l'information : Eric Azan ;
Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco
Médiatrice : Véronique Maurus
Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président
Gilles van Kote, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA.
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
Tél. : 01-57-28-20-00 ; télécopieur : 01-57-28-21-21.
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Abonnements : par téléphone : de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48.
Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex

2007

PRINTED IN FRANCE

Président : David Guiraud
Directrice générale : Bénédicte Haff-Ottenwaelter
80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00 - Fax : 01-57-28-39-26

L'actualité sur Lemonde.fr

AFP

Quarante ans après, le Biafra

Le 12 janvier 1970, l'éphémère république du Biafra, qui avait entraîné dans la sécession toutes les richesses pétrolières du Nigeria, capitulait devant les troupes fédérales. Cette reddition mettait fin à trois années de guerre civile, l'une des plus cruelles du continent africain (entre un et deux millions de victimes). Un **portfolio** retrace les grandes dates de cette guerre.

Banques : mettre en réserve les bénéfices

Le **blog « Démystifier la finance »** invite à mettre en *« réserve non distribuable »* une partie des *« superbénéfices des banques »*. *« Le secteur doit sa survie à l'assistance du contribuable et des gouvernements et banques centrales. Cela lui a permis d'engranger des résultats record et d'annoncer des bonus élevés »*, déplore le blog. Il propose qu'*« une partie (la moitié ?) de ces superbénéfices ne* [soit pas] *distribuée »*. Et prône *« une mise en réserve indisponible de cette portion de leurs bénéfices (sans impôt) »*. Cela permettrait aux banques d'*« augmenter les fonds propres »* et de *« consolider leur solidité »*.

Camus : rappels

En pleine commémoration du 50e anniversaire de la mort accidentelle d'Albert Camus, le **blog « La république des livres »** relève que *« si l'on en juge par tout ce qui se dit et ce qui s'entend depuis dix jours, sa fameuse phrase "Je préférerai toujours ma mère à la justice" l'emporte de loin devant tout ce qu'il a pu émettre, par la voix ou par la plume, au cours de son existence »*. Pour le blog, il faut donc *« contextualiser »* cette *« petite phrase qui poursuit »* Camus. Il cite in extenso la déclaration faite par Camus le 12 décembre 1957 à la Maison des étudiants de l'université de Stockholm.

L'Union européenne en passe de rater sa sortie de crise

Analyse

Frédéric Lemaître
Rédaction en chef

Malgré sa marginalisation à Copenhague, l'année 2010 ne commence pas forcément sous de mauvais auspices pour l'Union européenne, notamment la zone euro. Les Etats-Unis ? Moins d'un an après son arrivée au pouvoir, Barack Obama semble avoir épuisé une partie de son crédit dans l'adoption ô combien laborieuse de sa réforme de la santé. Sur le plan international, son aura a pâli en raison de son manque d'ambition à Copenhague.

Le chômage continue de monter, la gauche démocrate lui reproche ses concessions à Wall Street et sur le plan financier, rien n'est réglé. Certes, les banques renouent avec les profits mais le déficit public est tel que certains gros investisseurs menacent de ne plus financer la dette américaine. La britannique non plus d'ailleurs. Une dégradation de la note de ces deux pays et donc un renchérissement du coût du crédit n'est plus une hypothèse absurde.

Comme à Copenhague, le chacun pour soi devrait l'emporter

La Chine ? Bien sûr, son insolente santé économique fait d'elle davantage qu'un partenaire : une véritable planche de salut de l'économie mondiale. Mais son arrogance effraie autant que son dynamisme attire. Surtout, les Occidentaux perçoivent d'importantes discussions au sommet entre les partisans de la poursuite du modèle actuel – yuan faible, exportations massives – et ceux qui, conscients de sa non-durabilité, prônent un développement centré sur la consommation.

Alors que le Japon s'enfonce dans la crise, que l'Inde reste protectionniste, que le Brésil prépare l'après-Lula – la polémique sur les Rafale le prouve – et que la Russie n'a toujours pas tiré les enseignements de son effondrement spectaculaire en 2009 (– 9 % de croissance), l'Europe ne manque pas d'atouts. Politiquement, les affres du traité de Lisbonne appartiennent au passé. Le président de l'Union européenne (UE) est en place.

Economiquement, la reprise se dessine dans la zone euro, notamment en Allemagne. Finalement, grâce aux stabilisateurs sociaux – chômage partiel, protection sociale –, l'augmentation du chômage a été moins forte que prévu et aucun grand pays n'a connu de crise majeure. Sur le plan financier, Jean-Claude Trichet à la présidence de la Banque centrale européenne a commis un sans-faute depuis le début de la crise et les banques de la zone euro (notamment les grandes banques françaises) devraient sortir renforcées.

Alors que le modèle des banques anglo-saxonnes – se comporter en supermarchés de la finance – est remis en cause, celui de la zone euro – davantage axé sur l'accompagnement des entreprises dans leur développement – est conforté. Si la place à venir de la Réserve fédérale dans la régulation financière fait l'objet de très vifs débats à Washington, nul ne conteste plus de ce côté-ci de l'Atlantique la pertinence du modèle français repris par la zone euro : le contrôle de la solidité des banques par la banque centrale au motif que le payeur en dernier ressort doit avoir toutes les données en sa possession.

Pourtant, la situation de la zone euro est loin d'être aussi idyllique. Il n'est même pas exclu qu'in fine, elle sorte davantage affaiblie de la crise que les autres acteurs. D'abord parce que la régulation de la finance ne tourne pas à son avantage. Faute d'être vraiment capables de contrôler les banques, les autorités de tutelle sont tentées d'imposer à celles-ci de disposer de plus de fonds propres pour limiter les risques. Rien de plus logique. Sauf qu'en Europe continentale, les banques financent les deux tiers des crédits contre un tiers seulement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne où les entreprises font le plus souvent directement appel aux marchés financiers.

Selon les banquiers européens, la crise née des excès des marchés américains pourrait donc paradoxalement conduire à handicaper les banques traditionnelles et donc à accorder demain davantage de rôle à ces marchés financiers désintermédiés. Il y a certes du plaidoyer pro domo dans cette crainte mais celle-ci n'est pas infondée.

Deuxième faiblesse de l'Europe : les limites de son intégration économique. Que faire si, dans les mois qui viennent, les emprunts grecs ne trouvent plus preneurs, un cas de figure loin d'être inimaginable ? Recourir au Fonds monétaire international (FMI) ? Impensable. En décembre, Angela Merkel a tranché : *« Ce qui se passe dans l'un des Etats membres affecte tous les autres, surtout dans la mesure où nous avons une monnaie unique, ce qui implique que nous avons une responsabilité commune. »* Si le Conseil européen décide de venir au secours de la Grèce et, ce faisant, de faire une entorse au traité de Maastricht, la question se posera de mettre les finances publiques grecques sous tutelle, question taboue s'il en est.

L'Union qui a su faire front à la crise n'a pas les outils institutionnels pour gérer la sortie de crise si celle-ci se révèle délicate. Pour y remédier, le gouvernement espagnol qui préside l'UE ce semestre prépare un rapport sur la « gouvernance économique de l'Union ». Mais, il n'y a aucune chance que ladite gouvernance soit renforcée dans les mois qui viennent. Comme à Copenhague, le chacun pour soi devrait l'emporter. Et l'Europe, malgré ses atouts, rester durablement affaiblie et peser bien moins que son poids dans l'économie mondiale le lui permettrait. ■

Courriel : lemaitre@lemonde.fr

Notre siècle

►►► **Suite de la première page**

Dans son numéro spécial, la rédaction du *Monde* a voulu recenser ce qui avait marqué les nouveaux pas de l'humanité dans le nouveau millénaire. Du plus important au plus anecdotique, des objets qui nous entourent aux idées qui nous gagnent, on observe que ce siècle, à l'heure de ses dix ans, n'a guère atteint l'âge de raison. Et pourtant... il tourne ! A sa manière, chaotique et surprenante, jamais en retard d'une catastrophe, toujours en avance d'une innovation qui accentue la proximité de chacun avec tous, dans le sillage de l'étincelle numérique, équivalent pour nos esprits et nos échanges de ce que fut, jadis, l'électricité pour nos foyers et nos usines.

« A vivre par la boule de cristal, on périt par le verre pilé », assure un dicton chinois, pays paradoxal qui se pose en inventeur de l'avenir sans vouloir assumer le leadership des affaires du globe. On ne croit pas se tromper en affirmant que les dix ans écoulés auront vu l'émergence d'autorités véritablement universelles, déjà éprouvées par la crise financière avec le G20. Ce n'est pas la première fois que le monde se mondialise. Marx inventa le terme. Mais des routes du sel ou de la soie à celles du pétrole, de la marche des idées à l'avancée des épidémies, ce n'est pas d'aujourd'hui que la force du commerce, du savoir et des virus, sans parler des modes et des technologies, a pulvérisé les frontières. L'accélération du temps aidant, l'information de tous sur tout tenant lieu de perfusion permanente, la Terre, tout en restant ronde, s'est singulièrement aplatie, et rétrécie.

Qu'il s'agisse de la lutte contre le terrorisme, contre le réchauffement climatique, contre les errements des produits financiers ou des germes grippaux, l'ampleur des menaces est telle que c'est à un échelon supranational, relayé par les Etats ou groupes d'Etats, que notre humanité trouvera les solutions pour se perpétuer. L'échec récent du sommet de Copenhague n'a pas pour autant ruiné tout espoir d'une forme de gouvernance commune qui prendrait de chacun le meilleur pour faire un monde. C'est la force et la fragilité de nos sociétés que de n'être désormais rien sans les autres, des mondes forcément solidaires plutôt que clos par nécessité. ■

E. F.

Chronique

Fichez-lui la paix !

C'est un communiqué qui aurait sans doute suscité une grosse colère de Philippe Séguin. Sur le thème : « De quoi se mêle-t-elle ?! » Au lendemain du décès du premier président de la Cour des comptes, la Société européenne de cardiologie (ESC) a publié un texte pour alerter le grand public sur les facteurs de risque pouvant conduire à une crise cardiaque.

Vie moderne

Sandrine Blanchard

Sans le moindre mot de condoléances, cette société savante réduit l'homme politique à un tableau clinique et diététique catastrophique et diffuse un communiqué en français digne des pires logiciels de traduction automatique. *« La mort cardiaque soudaine se produit souvent dans les individus sans n'importe quelle maladie du cœur précédemment connue, due à un caillot formant sur une plaque athérosclérotique dans les navires assurant le cœur (artères coronaires) »* ! Quand l'ESC ne communique pas en anglais, l'anatomie prend des allures de bateau à la dérive.

Philippe Séguin était en surpoids et fumait. Soit. Mais l'ESC assure – et au diable le secret médical – que l'ancien ministre souffrait aussi d'hyperlipidémie, d'hypertension et/ou de diabète non traité. Ah bon ! Un peu plus loin, on a des sueurs froides. *« Professeur Nicolas Dauchin, un expert de porte-parole »*, explique que *« vous pouvez avoir une crise cardiaque qui mène à la mort subite sans que vous n'ayez aucun symptôme que vous ne pouvez pas vraiment l'empêcher ou se préparer à cette éventualité. La seule manière donc d'éviter une crise cardiaque qui mène à la mort est d'avoir un style de vie approprié avec l'exercice régulier et d'avoir un régime approprié »*. Peu importe la grammaire, le tout est d'avertir.

D'autant que *« la maladie cardiaque coronaire est la cause du décès la plus commune simple de l'Union européenne.* (...) *La situation dans certains pays européens centraux et de l'est est très différent, avec des taux de la maladie cardiaque coronaire qui se levant nettement »*. Peu importe l'orthographe, l'important est d'avertir !

Drôle de communiqué qui fait de la mort d'un homme l'exemple à ne pas suivre

Drôle de communiqué, qui fait de la mort d'un homme l'exemple à ne pas suivre pour la diététique et la lutte contre les maladies cardiovasculaires. L'important dans la vie serait de surveiller son assiette et sa balance. Philippe Séguin aimait la bonne chère, les bons vins et les cigarettes. C'était un cumulard des « facteurs de risque ». Il le savait et tentait de compenser ses excès dans des cures de remise en forme.

De mémoire d'habituée de la rubrique santé, c'est la première fois que le décès d'une personnalité est disséqué dans un communiqué d'une organisation médicale. *« Ceci souligne le besoin de mesures préventives qui incluent s'abstenir au tabagisme, un régime qui est haut en hydrates de carbone complexes, des fruits et légumes et bas en graisse, sel et les sucres libres »*, conclut le traducteur robot de l'ESC. Philippe Séguin aurait pu tonner : « Fichez-moi la paix et parlez français ! » ■

Courriel : blanchard@lemonde.fr

En hausse

L'Inde

La production industrielle du pays a progressé de 11,7 % en novembre 2009 sur un an, soit la plus forte hausse depuis deux ans. Ses exportations se sont aussi redressées en décembre.

En baisse

Japan Airlines

L'action de la compagnie japonaise a chuté de 81 %, mercredi 13 janvier, à la Bourse de Tokyo, perdant pratiquement toute valeur face à la perspective imminente du dépôt de bilan.

265 C'est le nombre d'émetteurs d'obligations qui se sont retrouvés en défaut de paiement dans le monde, selon une étude de l'agence de notation financière Standard & Poor's, un record depuis le début de ce recensement annuel, il y a vingt-neuf ans.

Les traders retrouvent les bonus géants d'avant-crise

Les banques, grâce à des profits historiques sur les marchés, s'apprêtent à distribuer des primes record

L'histoire se répète : en ce début d'année 2010, renouant avec les excès d'avant la crise financière, les grandes banques, aux Etats-Unis et en Europe, s'apprêtent à verser des milliards de dollars, de livres ou d'euros de bonus à leurs traders.

Si l'on en croit la tendance observée à Wall Street, les appels à la modération des dirigeants du G20 ne seront pas suivis des effets espérés. Pas plus que les projets de taxation exceptionnelle conçus par certains Etats, comme le Royaume-Uni et la France, pour l'année 2010, ne pourraient, surtout à Londres, manquer leur objectif dissuasif.

Ainsi, outre-Atlantique, les bonus devraient atteindre les niveaux de 2007, avant le choc financier. Les cinq plus gros établissements – Citigroup, Bank of America, Goldman Sachs, JP Morgan Chase et Morgan Stanley – avaient déjà, fin septembre 2009, mis de côté 90 milliards de dollars (62 milliards d'euros), pour rémunérer leurs équipes au titre de l'année écoulée. Selon le *New York Times*, les bonus pourraient représenter la moitié de cette somme. Dans la toute-puissante banque d'affaires Goldman Sachs, dix traders stars pourraient percevoir plus de 10 millions de dollars chacun !

A Londres, le Trésor doit déjà constater l'échec de la « supertaxe » sur les bonus. A quelques exceptions près – dont HSBC et Barclays, qui promettent la modération –, les banques préfèrent payer plutôt que de réduire ou différer les primes de fin d'année. Les bonus garantis, pourtant interdits par le G20, font discrètement leur retour.

Pis, des mesures de contournement sont à l'étude, pour éluder la nouvelle taxe. Certains établissements envisagent ainsi de scinder en deux l'enveloppe de primes, avec un premier versement en mars et le second en janvier 2011... Lorsque la taxe aura disparu.

Une des salles de marché de Bank of America aux Etats-Unis. NELL REDMOND/AP PHOTO

Retours aux dérives passées

Dans ce paysage, la France occupe une place à part. Si les meilleurs traders peuvent s'attendre à de belles primes, le montant global des bonus devrait reculer d'environ 16 %, selon la ministre de l'économie, Christine Lagarde, par rapport aux sommes distribuées en 2008 au titre des résultats 2007. Cette estimation se fonde sur les données fournies mi-décembre 2009. En outre, d'une manière générale, en France, les sommes en jeu sont loin d'atteindre les dizaines de millions de dollars versés aux vedettes de Wall Street et de la City.

Partout dans le monde, d'une banque à l'autre, le discours est le même. L'année écoulée a été excellente. Les traders ont fait gagner beaucoup d'argent à leurs entreprises. Ils doivent être récompensés comme le prévoient leurs contrats de travail. C'est oublier, toutefois, que les profits réalisés par les banques en 2009 l'ont été grâce aux aides d'Etat, à l'argent à taux zéro que leur ont prêté les banques centrales pour passer la crise. Le retour aux dérives passées devrait accentuer un divorce déjà consommé entre les banques et l'opinion publique.

« La saison des grosses primes (...) va scandaliser le peuple américain », a averti la conseillère économique en chef du président Barack Obama, Cristina Romer. *« La colère est immense partout aux Etats-Unis, même si on n'en prend pas toujours la mesure à New York »*, souligne de son côté l'économiste Thomas Philippon, professeur à l'université de New York et à l'Ecole d'économie de Paris (PSE).

Au Royaume-Uni, le ressentiment est d'autant plus vif que les contribuables redoutent de ne jamais revoir la couleur de l'argent public alloué au sauvetage du secteur bancaire.

Il reste que l'intervention des Etats pour discipliner les pratiques n'a pas été totalement vaine. Si, en valeur absolue, les sommes prévues restent colossales, le montant des primes des professionnels des marchés rapporté au chiffre d'affaires qu'ils réalisent semble diminuer. Selon de premières estimations, ce « taux de bonus » pourrait passer de 50 % à 40 % dans les grandes banques américaines. En France, où ce taux a toujours été plus bas, il pourrait être encore réduit, à moins de 20 % cette année contre près de 25 % auparavant.

De surcroît, la composition des bonus devrait évoluer sensiblement. Dans la lignée des recommandations du G20, soucieux de décourager les gains rapides et porteurs de risques à long terme, les banques distribueront une part plus importante en actions plutôt qu'en « cash ». Selon le cabinet de chasseurs de têtes Humblot Grant Alexander, la proportion de titres devrait augmenter de 25 % à 50 % aux Etats-Unis. A Londres et à Paris, deux tiers des bonus seront des actions, contre un tiers auparavant. Présentée comme une avancée, la mesure est qualifiée par certains économistes, comme M. Philippon, *« d'habillage pour ne pas choquer davantage l'opinion »*.

Dans le même registre, pour afficher des bonus moins importants tout en préservant les rémunérations de leurs traders, certains établissements, en Europe comme aux Etats-Unis, ont augmenté leurs salaires. ■

Claire Gatinois et Anne Michel, avec Marc Roche (à Londres).

Une récompense liée à la performance

Bonus Il s'agit de primes prévues par les contrats de travail, ou, pour les plus importantes, attribuées de manière discrétionnaires et versées aux opérateurs de salles de marchés. Elles sont fonction des performances réalisées à titre individuel par les traders, les équipes et la banque.

Taxes Pour mettre fin aux excès, le Royaume-Uni a mis en place une taxe de 50 % sur les bonus de plus de 25 000 livres. Aux Etats-Unis, l'administration Obama réfléchit à un impôt supplémentaire sur les banques.

A Paris, les banquiers français se disent agacés par la « taxe Sarkozy »

A PARIS, le coup de colère des pouvoirs publics contre « la folie des bonus » aura-t-il plus de succès qu'à Londres ou New York ? Le ministère des finances, qui s'attend à une baisse d'environ 16 % des primes versées aux traders par rapport aux sommes distribuées il y a deux ans, veut croire à l'effet dissuasif.

L'entourage de Christine Lagarde l'attribue autant à la pression constante du chef de l'Etat sur les dirigeants des grandes banques – maintes fois convoqués à l'Elysée – qu'à la taxe exceptionnelle sur les bonus. *« L'appel à la modération a été bien reçu par les banques françaises. Elles ont parfaitement compris que le gouvernement est très sérieux quand il demande de la mesure »*, souligne un proche de Mme Lagarde.

Calquée sur la « taxe Brown », du nom du premier ministre britannique, la « taxe Sarkozy » s'appliquera pour la seule année 2010 et sa reconduction n'est pas envisagée à ce stade. Elle devrait rapporter 360 millions d'euros à l'Etat, qui l'affectera à hauteur de 270 millions d'euros au Fonds de garantie des dépôts, pour renforcer la sécurité des clients des banques. Le reste ira alimenter le budget de l'Etat.

Cette surtaxe suscite la colère des banques françaises. *« La taxe devait être planétaire, elle ne l'est pas. De plus, elle s'applique à toutes les composantes de la rémunération, cash et actions, quand, à Londres, seule la partie versée en espèces est concernée »*, dit un banquier. De surcroît la taxe sera due en totalité en 2010, même si le paiement des bonus est différé sur plusieurs années. *« Imaginons qu'un bonus soit revu en baisse, du fait de mauvais résultats, comme le demande le G20. Les banques auront payé pour de l'argent qu'elles n'ont pas versé »*, poursuit-il.

Enfin, les banques françaises s'étonnent d'être traitées sur le même plan que les banques de la City de Londres et de Wall Street. En France, soulignent-elles, le soutien financier de l'Etat a servi à maintenir l'offre de crédit à l'économie et non à les sauver de la faillite. De plus, les sommes distribuées sont sans commune mesure avec les bonus de Londres et New York. Ce que reflète le produit de la taxe : 360 millions d'euros à Paris contre 5 milliards à 8 milliards de livres à Londres et... 120 milliards de dollars pour la « TVA » sur les profits des banques envisagée aux Etats-Unis. *« La taxe n'est pas indolore, elle va pénaliser nos résultats »*, indiquent les banques.

Du côté des traders, c'est la perplexité. *« On ne sait pas à quelle sauce on sera mangé, mais je ne vois pas comment tout cela pourrait avoir une influence positive sur les bonus »*, explique un opérateur de la Société générale. Au Crédit agricole, les *« ressources humaines sont en train de définir ce qu'est très exactement un trader,* explique un autre trader, *car, pour le moment, on ne sait pas très bien qui sera concerné. »* Celui-ci songe à partir travailler dans un fonds d'investissement, à Londres, pour gérer les sommes des fonds souverains du Moyen-Orient : *« Je ne toucherai plus de bonus mais 10 % du capital de la société. Ca me rapportera plus d'argent mais personne n'aura rien à y redire. »* ■

C. G. et A. Mi.

La Société générale revoit ses résultats à la baisse

La Société générale a annoncé, mercredi 13 janvier, qu'elle devrait enregistrer un résultat *« légèrement »* bénéficiaire au quatrième trimestre, en raison de l'enregistrement dans les comptes d'un impact négatif de 1,4 milliard d'euros lié aux actifs à risque. Un relèvement du taux de perte sur les prêts à risque et une diminution du taux de recouvrement de ces prêts ont contraint la banque à passer des décotes sur ce portefeuille. Le marché tablait jusqu'alors sur un bénéfice de un milliard d'euros sur cette période. Conséquence, le titre de la banque décrochait mercredi de 5,94 %, à 48,60 euros, à la Bourse de Paris.

Tarifs 01/01/10 Tél. : 01 57 28 39 07

1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	49€ HT	49€ TTC
Forfait 10 lignes	90€ HT	90€ TTC

Bonnes Adresses
Reproduction interdite

Soldes d'hiver

DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
TOUTES LES MARQUES AUX MEILLEURS PRIX
FIXES OU RELEVABLES
SOLDES
5 500 M² D'EXPOSITION
du 6 janvier au 10 février inclus
CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC
Burov - Casa Nova - Diva - Bournas...
CONVERTIBLES pour usage quotidien
SOMMIERS • MATELAS
Tempur - Treca - Simmons - Bultex - Pirelli - Dunlopillo...
FIXES ou RELEVABLES
Et une gamme spéciale pour dos sensibles
MOBECO
50, av. d'Italie 75013 PARIS M° Pl. d'Italie
148, av. Malakoff 75016 PARIS M° Pte Maillot
247, rue de Belleville 75019 PARIS M° Télégraphe
www.mobeco.com
Vente par téléphone possible - Livraison gratuite sur toute la France

DIVERS
www.boitissimo.com
Boites de toutes les couleurs pour le rangement dans la maison, la cuisine, la cave à vin et le garage.
Des SOLDES dès le 6 Janvier 2010 à -15%, -20%,-30%
boitissimo
Boitissimo c'est toutes les boîtes déco en métal, en acrylique, les sacs en vinyl, en toile de jute, etc. Tél :

INTERNET
ECONOMISEZ !
PlanReduc.com vous offre des milliers de codes de réduction cumulables avec les soldes pour plus de 1300 boutiques.

LIVRES
ACHAT LIVRES ANCIENS & MODERNES
sur Paris/Languedoc
Librairie Pettit
www.livres-revues.com
Tel :

ÉDITION
Le Coaching Littéraire
Vous ECRIVEZ,
nous vous ACCOMPAGNONS jusqu'à la PUBLICATION de votre MANUSCRIT,
nous vous trouvons le BON EDITEUR
10 rue Alfred Roll - 75017 Paris
info@coachinglitteraire.com
www.coachinglitteraire.com

DÉCORATION
RÉNOV'DÉCO 1961 SARL
Nos compétences, notre expérience et notre goût du travail soigné
A VOTRE SERVICE !
PEINTURE, PAPIER-PEINT, PARQUET, ELECTRICITE, CARRELAGE, PLOMBERIE, MACONNERIE, MENUISERIE.
*Devis gratuit *Délai respecté
Tel :

DIVERS
SGS ASTER-CEPHAC RECHERCHE
POUR TESTS DE MEDICAMENTS INDEMNISES
JUSQU'A 4 500 € :
- HOMMES de 18 à 45 ans nés de parents Africains
- HOMMES de 18 à 70 ans
- FEMMES de 18 à 45 ans sans contraception hormonale
TEL
www.fr.sgs.com/essai-clinique

ANTIQUITÉS
Suite à mes prestations télévisées sur le marché de l'art, je vous propose
UN RENDEZ-VOUS
POUR VOS DEMANDES D'ESTIMATIONS, Spécialisé successions
J'ACHETE
Meubles Tableaux Pendules
Objets d'art & curiosités
Argenterie Livres anciens
Violons & Archets anciens
Art d'Afrique et d'Asie
Art décoratif du XXe s
Art d'Islam et d'Orient
Photos anciennes et d'artistes
Sérieux et discrétion assurés, déplacements Paris et Province.
PATRICK MORCOS EXPERT
Affilié à la Compagnie Nationale des Experts
morcospatrick@orange.fr

LOCATION PROFESSIONNELLE
A louer - Paris 1er
Une pièce pour pédicure podologue dans un cabinet de kinésithérapie
S'adresser au :

SERVICE A LA PERSONNE
ACCOMPAGNEMENTS - AIDES & SERVICES
France - International
Style - efficacité - discrétion

MUSIQUE
ACH. POUR COLLECTION 33 TOURS ANNEES 50 (MUSIQUE CLASSIQUE)
Tel :